

DEPARTEMENT DES HAUTES-ALPES

Commune de Sigoyer

Procès-verbal de séance du conseil municipal / 24 avril 2000 à 20 heures 30 .

Convocation du 14 avril 2000

Sous la présidence de M. Alain Bonnardel, Maire

*En présence de Mme Michalinoff, secrétaire de mairie et de tous les conseillers municipaux
sauf S. Sabatier, absent et R.. Favier, excusé.*

.

Ordre du jour

- adaptation des services de la DDE
- é• change de terrain Bourricard/Cne de Sigoyer
- é• tat d'avancement des travaux communaux
- schéma directeur d'assainissement
- é• tude diagnostic du réseau AEP
- sonneries de cloches
- fiscalisation de terrains constructibles
- é• tat d'avancement du POS
- vente de terrain lotissement de Picenton
- questions diverses

Le Maire débute la séance par le rappel d'une décision européenne prise le 13 avril à Strasbourg autorisant les cultures transgéniques, il souhaite que la France, qui aura bientôt la présidence de la communauté, réagira, car cela nous concerne tous.

Puis il aborde l'ordre du jour :

Adaptation des services de la DDE :

La partition organise le service de la voirie, il y aura séparation entre les services de la DDE :

- ✍ le réseau national sera pris en charge par la DDE (service d'état)
- ✍ le réseau départemental par le conseil général (service départemental)

Le préfet demande aux conseils municipaux de rendre un avis avant le 1er mai, s'ils le souhaitent.

Le Maire rappelle que les agents de Sigoyer resteront sur Sigoyer durant la période hivernale (point d'appui saisonnier) ; La Saulce reste une antenne départementale ; mais les choses risquent de changer quant à l'organisation et au rythme de travail des agents.

S. Duc estime être mis devant le fait accompli et ne souhaite pas donner d'avis ; de plus, l'avis n'est pas obligatoire et la partition se fera quand même.

Après débat, les conseillers décident de ne pas rendre d'avis.

Echange Bourricard/Commune :

Le Maire fait part aux conseillers du courrier de MM. Bourricard qui proposent un échange de foncier à la commune, soit la partie où se trouvent la cabine téléphonique, une partie du lavoir et de trottoir leur appartenant près de leur maison du village, contre une partie de chemin communal désaffecté près de leur maison des Guérins .

J-M Cornil fait remarquer qu'il serait intéressant de prévoir dans l'acte notarié l'élargissement du chemin à l'intersection des 2 chemins communaux afin d'assurer un passage correct entre les parcelles 142 et 144 .

Le conseil est favorable à cette idée, accepte le principe d'échange avec suppression de l'étranglement ; les frais de notaire et géomètre seront à la charge des demandeurs.

Sonneries de cloches :

Le Maire donne lecture d'un courrier concernant le désagrément occasionné par le tintement des cloches.

Il rappelle qu'au siècle dernier, le conseil municipal réglementait les sonneries religieuses et civiles.

Les sonneries religieuses (angélus), matin , midi et soir, rappellent le devoir des chrétiens, mais la cloche s'adresse aussi à l'ensemble de la communauté en rythmant le travail ; chaque événement était réglementé, qu'il soit civil (tocsin, guerre, amnistie...) ou religieux (mariage, glas...)

A la demande du Maire, les Ets Paccard ont décalé l'heure du premier angélus à 8 heures (heure d'été). Un courrier sera adressé au requérant.

Le conseil municipal approuve les sonneries aux heures suivantes :

- tintement des heures de 7 à 22 heures
- volées à 8 h 05, 12 h 05, 19 h 05

Vente terrain Picenton :

MMe Schifano souhaitent acquérir le terrain attenant à leur propriété ; il s'agit du dernier lot du lotissement de Picenton, d'une superficie de 860 m².

Le Maire précise que la vente ne pourra pas se faire aux mêmes conditions avantageuses que précédemment, le prix sera maintenu à 160 fr. T.T.C. le m².

A l'unanimité, le conseil municipal se prononce favorablement pour la vente avec compromis.

Fiscalisation des terrains constructibles :

La situation de certains terrains rendus constructibles en 1984 n'a pas évolué ; ces terrains appartiennent très souvent à des propriétaires non exploitants, qui n'ont pas un besoin immédiat de capital et le gardent en attente de spéculer, or ces parcelles ont une plus value importante

depuis 1984, par rapport aux terres non constructibles.

Dans un souci de rééquilibrage, le maire propose une taxation des terrains destinés à la construction, les services fiscaux estiment que ces terrains peuvent être taxés jusqu'à 500% (soit multiplié par 5). A. Borel indique qu'il faudrait envisager de déclasser ces terrains qui ne se vendent pas, car certaines zones n'ont peut être pas vocation à être construites.

Le déclassement paraît difficile pour ces parcelles se trouvant à proximité des hameaux, d'autant qu'aucune nouvelle zone n'a été créée par le nouveau POS.

S. Duc insiste sur le fait qu'il ne faut pas non plus prendre de mesures trop incitatives à la construction, ce qui entraînerait un problème d'accélération à la construction .

Dans un sens d'équité , ce principe est adopté, à approfondir avec les services fiscaux..

Demande verbale Sabatier Stéphane /Grégoire Séverine :

Ces personnes demandent la levée de la réserve N°1 du POS élaboré en 1984, attribuée à la réalisation d'équipements sportifs à proximité de la salle des fêtes.

La révision actuelle du POS prend en compte cette modification qui pourra être entérinée d'ici quelques mois, mais le propriétaire de la parcelle, pressé par un acheteur qui attend son autorisation de construire , souhaite que la commune procède immédiatement à cette modification.

La procédure consiste à reprendre une délibération, constituer un dossier et publier la modification dans deux journaux d'annonces légales.

S. Duc s'étonne de l'attitude de l'acquéreur qui espère obtenir un permis de construire sur une parcelle classée en zone INAH, alors que la demande d'autorisation de lotir cette parcelle n'a jamais été déposée en mairie, or les travaux de viabilisation ne peuvent jamais être différés.

La procédure légale d'urbanisation en zone INAH est la suivante :

- 1- dépôt en mairie d'un schéma d'aménagement préalable présenté au conseil municipal
- 2- demande d'autorisation de lotir
- 3- réalisation des travaux de viabilisation (tous réseaux....assainissement et borne incendie)
- 4- réception des travaux par les services concernés et conformité
- 5- enfin dépôt des permis de construire...

Le maire regrette l'absence de M. Sabatier, conseiller municipal, et de Melle Grégoire, lors du débat.

S. Duc précise qu'il n'y a pas d'obstruction personnelle du Maire pour l'instruction de ce dossier, mais que les intéressés doivent se conformer à la procédure normale ; la demande d'autorisation de lotir devra être déposée en mairie, les travaux réalisés avant et réceptionnés.

Dans ce cas, le conseil municipal se prononce favorable à la levée de la réserve N°1 (délibération conforme et publication, le préfet dispose d'un mois pour faire des observations).

Vote : oui 6, non 2, abst 1

Affaire Morlier :

MMe Morlier ont acquis un bâtiment agricole de la propriété Reynud Au de là le pont et souhaitent le transformer en maison d'habitation malgré un permis de construire négatif.

Historique :

- CU négatif en 1998
- CU positif en 1999 malgré le désaccord du maire, avec des réserves concernant le respect de la zone NC
- P.C. Négatif en 1999, l'acquéreur présente un recours gracieux pour décision modificative, refusé par la commission d'urbanisme.

MMe Morlier portent l'affaire devant le Tribunal administratif et pourraient obtenir des dommages et intérêts pour retard de leurs travaux.

Le service contentieux de la DDE nous demande de retirer le permis négatif et d'autoriser la construction.

Le Maire souhaite maintenir sa position et continuer la procédure devant le TA.

S. Duc rappelle que la DDA est à même d'apprécier le projet, et que les bâtiments agricoles, subventionnés par des crédits de l'agriculture ne devraient pas être transformés en maison individuelle.

Schéma directeur d'assainissement et étude diagnostic du réseau AEP :

Ces deux études seront prises en charge par la CCTB, l'étude de l'assainissement sera revue de façon à y intégrer les quartiers des Rois et du lotissement des Boirons.

Questions diverses :

* Le Maire propose aux conseillers municipaux un déplacement à Paris les 16 et 17 mai, entièrement pris en charge ; pour la défense du département dans le cadre de l'objectif survie :

défense de l'A51, percée ferroviaire et éradication du loup ...

les conseillers municipaux ne donnent pas suite.

* Réunion publique et inauguration de la mairie : pas de date fixée.

* Groupama parraine le projet internet à l'école : réunion le 7 juin

* Cérémonie du 8 mai : elle sera plus modeste cette année compte tenu de la réinstallation récente du monument aux morts à son emplacement d'origine, les aménagements sont en cours. Une messe sera célébrée à Fouillouse à 11 h suivie d'une cérémonie.

* Journée de la déportation le 30 avril à Gap, l'amicale des anciens combattants en a été informée.

Le Maire lève la séance à minuit.

Délibérations du conseil municipal :

- Levée de la réserve N° 1 du POS
- Echange de terrains Bourricard /Commune
- Fiscalisation de terrains constructibles
- Vente de terrain lotissement de Picenton

Lu et approuvé, les conseillers municipaux